



STOP OGM INFOS

PNR 59 : DES PGM POUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE !

VIVE LA DURABILITÉ !

PAR LUIGI D'ANDREA | **STOP OGM**

L'Institut de recherche sur l'agriculture biologique (IRAB) examine dans quelle mesure les plantes génétiquement modifiées (PGM) pourraient être utiles à l'agriculture durable.

Durable ! Voici un mot qui semble bien mal compris, même par l'IRAB. Aurait-on oublié que le mot durabilité comprend avant tout une dimension énergétique ?

Une agriculture qui utilise plus de calories qu'elle n'en produit n'est pas durable. C'est le cas aujourd'hui; l'énergie injectée dans l'agriculture sous forme d'énergie fossile (carburant, pesticides, engrais) est énorme et bien supérieure aux calories végétales que nous produisons. Ajoutons à cela l'énergie utilisée pour transformer et déplacer les aliments et nous sommes ridicules. Aujourd'hui la balance négative s'alourdit : il faut ajouter l'énergie nécessaire à alimenter nos labos pour créer nos variétés GM !

L'IRAB a-t-il pensé au coût énergétique de ces solutions technologiques? Quel est le coût environnemental de la production de semences génétiquement modifiées (GM)? De combien d'énergie

avons-nous besoin pour faire tourner nos labos, nos machines, pour produire nos produits chimiques et nos micropipettes ?

Il faut garder les pieds sur terre! Une agriculture simple qui contribue à la fertilité du sol, des variétés localement adaptées, pas de surproduction pour l'exportation, pas de dumping, une consommation locale !

Pendant que l'on teste des PGM à l'IRAB, des dizaines de milliers de variétés s'éteignent chaque année. Quelle est la valeur de ces variétés pour les générations futures ? Elles n'ont pas de prix évidemment, ne confondons pas prix et valeur ! A-t-on une idée de l'énergie nécessaire pour concentrer une telle information génétique ? Des milliers

d'années d'énergie ! Pouvons-nous vraiment nous permettre de la gaspiller ? La durabilité c'est de s'en rendre compte, c'est recréer des écosystèmes capables de diminuer l'entropie en imitant la nature et conserver l'énergie.

Il est temps de se poser les questions de fond que nos chercheurs semblent ignorer. Monsieur James Watson, un des découvreurs de la double hélice de l'ADN, a écrit dans son livre La double hélice: «Contrairement à l'idée populaire que soutienne les journaux et les mères des savants, un nombre considérable de ces savants sont étroits d'esprit et ne sont pas drôles, mais sont même complètement idiots». |

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE STOP OGM

MARDI 23 JUIN À 19H30

CENTRE DE LOISIRS DU CAZARD, RUE PRÉ-DU-MARCHÉ 15, 1004 LAUSANNE

Partie statutaire à 19 h 30 suivie d'une conférence publique sur le PNR 59 à 20 h 30.

Nous vous attendons nombreux !!

CONSTAT RÉJOUISSANT DE LA CONFÉRENCE FOOD & DEMOCRACY : L'EUROPE EST PRATIQUEMENT EXEMPTÉ D'OGM

PAR CLÉMENT TOLUSSO | **STOPOGM**

La présidente du Conseil national suisse et le président de l'Union suisse des paysans, le ministre autrichien de l'agriculture et le vice-ministre tchèque de l'agriculture, dont le pays préside actuellement l'UE, ont fait partie des orateurs de la 5e Conférence européenne des régions sans OGM 'Food & Democracy' qui s'est tenue les 24 et 25 avril à Lucerne.

196 régions de 22 Etats membres et 6 Etats non membres de l'UE se sont déclarés sans OGM*. A cela s'ajoutent 93 (2007: 53) provinces et 4567 autorités locales (289 de plus qu'en 2007); et 30'370 agriculteurs ont déjà déclaré contractuellement que leurs terres sont sans OGM.

Monsieur Nikolaus Berlakovich, le ministre autrichien de l'agriculture, a expliqué que l'Autriche s'efforce d'obtenir que toute l'Europe soit exempte d'OGM; il travaille à une coalition pour obtenir que les Etats de l'UE puissent déterminer eux-mêmes s'ils veulent autoriser ou interdire la culture d'OGM.

Monsieur Karel Blaha, le vice-ministre tchèque de l'agriculture, a souligné que les Etats de l'UE ont soutenu l'interdiction des OGM en Autriche et en Hongrie avec une majorité de plus de 80% contre la Commission de l'UE.

Madame Renate Künast, cheffe du groupe parlementaire de Bündnis 90/Die Grünen au Bundestag, aimerait que le président du parlement allemand soit aussi clair que Madame Chiara Simoneschi Cortesi, la présidente du Conseil national, qui s'oppose à ce que les scientifiques, les politiciens ou les transnationales nous imposent le contenu de nos assiettes. Et c'est finalement la population qui a obtenu l'interdiction du maïs transgénique MON810 en Allemagne.

Selon les données fournies par l'industrie européenne du génie génétique, le maïs MON810, la seule culture OGM autorisée dans l'UE, a été cultivé sur 107'700 hectares répartis entre l'Espagne, la Tchéquie, le Portugal, l'Allemagne, la Roumanie, la Pologne et la Slovaquie. C'est moins que 0,1% des surfaces cultivées en maïs en Europe et la tendance est à la baisse. L'Espagne a cultivé 75% du maïs MON810 dans l'UE, mais la résistance s'y organise et le nombre de régions sans OGM y est passé de 5 à 94.

Il n'y a actuellement pas de conditions-cadres en Europe permettant de créer des régions sans OGM. Mais la Commission de l'UE a échoué dans sa volonté de régler la culture des OGM de façon centralisée. L'Autriche, la Hongrie, la France, la Grèce, le Luxembourg et l'Allemagne ont ainsi pu faire valoir la clause de sauvegarde (art. 23) de la directive européenne 2001/18 sur les disséminations et interdire le MON810 au niveau national.

Les 250 représentants de régions sans OGM de 28 Etats européens ont discuté du droit et des moyens de la population de déterminer elle-même la qualité de ses aliments et de ce qui est cultivé chez elle. Monsieur Daniel Ammann du Groupe suisse de travail sur le génie génétique (GTG) principal organisateur de cette conférence a constaté que la lutte contre l'autorisation de nouveaux OGM et pour plus d'autodétermination des régions à ce sujet est engagée. Food & Democracy traite de la façon dont les régions peuvent défendre leur autonomie légalement et politiquement.

Le moratoire de 5 ans sur les cultures commerciales d'OGM décidé par les Suisses en novembre 2005 sert d'exemple à la communauté internationale. Le Conseil fédéral propose au Parlement de le prolonger de 3 ans, StopOGM et le GTG demandent une prolongation de 5 ans.

A la fin de la conférence, les participants ont appelé à un moratoire européen sur l'autorisation de commercialiser des OGM et d'en cultiver à des fins commerciales. A la suite des 6 Etats de l'UE ayant interdit la culture du MON810 et à la lumière de l'augmentation rapide des régions sans OGM en Europe, il n'y a jamais eu de meilleur moment pour un moratoire.

Ce moratoire devrait être utilisé pour repenser la législation de l'UE et renforcer l'autodétermination régionale, redéfinir l'évaluation des risques en fonction du principe de précaution et en tenant compte des effets socio-économiques, et soutenir une agriculture sans OGM, diversifiée et assurant la souveraineté alimentaire.

L'industrie agrochimique doit cesser de prétendre vouloir résoudre le problème de la faim dans le monde pour justifier l'introduction des OGM. La réalité contredit cette propagande inadmissible que nous considérons comme fausse et immorale.

La grande majorité des Européens veulent une agriculture et une alimentation sans OGM; c'est la meilleure stratégie pour les agriculteurs et les consommateurs, aujourd'hui et à l'avenir. La Suisse a fait le premier pas, l'UE doit suivre. |

Vous trouverez une carte des régions d'Europe sans OGM, leur liste complète et des informations connexes sur : www.gmo-free-regions.org

*Les régions sans OGM se définissent comme des entités politiques ayant décidé de façon autonome d'interdire la culture de plantes transgéniques sur leur territoire – indépendamment de leurs pouvoirs légaux.

ALLEMAGNE - Vers un nouveau moratoire sur le maïs Mon810

«J'ai demandé ce matin que l'Office fédéral de la protection des consommateurs et de la sécurité alimentaire (BVL) dépose une clause de sauvegarde sur le maïs Mon810 (clause 20, paragraphe 3, Loi sur le génie génétique et l'article 23 de la directive 2001/18/CE)», a déclaré la ministre fédérale de l'Alimentation, de l'Agriculture et la Protection des consommateurs, Ilse Aigner, le 14 avril 2009, lors d'une conférence de presse à Berlin. Cela signifie qu'aucun champ commercial ne sera transgénique, cette année, en Allemagne. L'année dernière, en 2008, 3178 hectares de maïs Mon810 avaient été cultivés. Ainsi, en interdisant la culture du maïs génétiquement modifié Mon810, l'Allemagne rejoint cinq autres pays

européens : l'Autriche, la Hongrie, la Grèce, la France et dernièrement le Luxembourg. Pour la ministre, « il existe une raison justifiée pour penser que le maïs génétiquement modifié Mon810 présente un danger pour l'environnement ».

Le 22 avril 2009, Monsanto a déposé une plainte contre cette interdiction auprès du tribunal administratif de Brunswick, a annoncé le porte-parole de l'entreprise Brad Mitchell. Pour Monsanto, cette interdiction n'est pas scientifiquement valable. Et Monsanto espère que le tribunal statuera rapidement, afin que les semis de Mon810 soient possibles cette année. Cependant, le 5 mai 2009, Monsanto vient d'être débouté, en première instance, dans son recours contre le moratoire allemand. L'entreprise a alors annoncé qu'elle ferait appel, sans en préciser la date.

AFRIQUE du SUD – Des cultures transgéniques défailtantes

L'Afrique du Sud, pays qui accueille des cultures transgéniques depuis la fin des années 90, vient de subir un échec sans précédent sur 82 000 hectares cultivés avec trois variétés de maïs GM qui produisent un insecticide (DKC78-45BR, DKC78-35R and DKC77-71R), dans les régions North West, Free State et Mpumalanga. Le maïs, commercialisé par Monsanto, est « tombé en panne » comme titraient les journaux, ce

que Monsanto a reconnu précisant que cette « panne [est] survenue lors du processus de fertilisation des semences en laboratoire ». Monsanto précise que ce bug n'est pas lié à la technologie génétique et que cela aurait pu survenir dans des variétés conventionnelles. L'entreprise a alors immédiatement et, contrairement à ses habitudes, décidé d'indemniser les agriculteurs victimes de ce bug technologique. GRAIN SA estime que la récolte endommagée se situe entre 80 000 et 150 000 tonnes et que ce phé-

nomène a touché 280 agriculteurs sur les 1003 agriculteurs qui ont acheté ces semences. Si Monsanto estime que ce problème de fertilisation a touché moins de 25% des semences produites, de son côté, Mariam Mayet, directrice du Africa Centre for Biosecurity (ACB), précise que certaines fermes ont été affectées à hauteur de 80%. ACB demande donc au gouvernement une étude minutieuse pour déterminer la cause et l'ampleur de cette affaire et une interdiction immédiate des variétés transgéniques.

JAPON – Du colza GM au bord des routes, sans cultures voisines !

En 2005, 2006 et 2007, du colza transgénique était présent sur une portion de 20 kilomètres de la route 51, principale voie de transport terrestre du colza transgénique importé dans ce pays. Les chercheurs japonais de l'Institut national d'études environnementales précisent dans un article (1) que le colza GM n'est pas cultivé au Japon, impliquant que la seule origine des colzas trouvés au bord de la route est donc la perte de graines lors du transport des produits importés. Dans le détail, les chercheurs ont trouvé 2162 colzas en 2005, 4066 en 2006 et 278 en 2007. Pour expliquer la baisse du nombre de colzas GM trouvés en 2007, les chercheurs précisent que la route a connu des travaux cette année là.

1) *Monitoring the occurrence of genetically modified oilseed rape growing along a Japanese roadside: 3-year observations*, Nishizawa T. et al., *Environ. Biosafety Res.* (2009)

A LIRE ET VOIR

« **Seeds of domination** », une vidéo en trois parties consacrée à la question des brevets sur les semences, vient d'être mise en ligne. Elle explique les conséquences des brevets et des monopoles que ces droits de propriété intellectuelle favorisent.

<http://cli.gs/dnD8mG>

PAS DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE SANS SOUVERAINETÉ SUR LES SEMENCES !

L'urgente nécessité de prendre en compte la problématique de la mainmise sur le vivant, accélérée par l'arrivée des OGM sur le plan international, et donc la menace sur la souveraineté alimentaire, n'est pas encore reconnue par tous. En Suisse, il semble qu'un travail de sensibilisation reste à faire.

PAR VALENTINA HEMMELER MAÏGA | PERMANENTE SYNDICALE | UNITERRE

Le lien entre OGM et souveraineté alimentaire est facile à faire pour certains, moins évident pour d'autres. Les personnes qui y sont les plus sensibles sont celles et ceux qui vivent dans les berceaux de la biodiversité végétale, essentiellement dans l'hémisphère Sud et qui, malgré cette richesse, se voient peu à peu déposés de leurs droits ancestraux d'échanger, semer, multiplier et vendre les semences locales. Les autres qui comprennent ce lien - malheureusement un peu tard - sont les paysans du continent nord-américain qui souhaiteraient produire sans OGM et qui ne peuvent tout simplement plus le faire, encerclés qu'ils sont par des cultures OGM.

Pour relever l'importance du lien entre OGM et souveraineté alimentaire, je citerai un paysan de La Via Campesina qui s'exprimait à Bamako au Mali en 2007 lors de l'ouverture d'un atelier sur les semences paysannes et la souveraineté alimentaire : « *Les semences sont le cœur de la société, de la diversité des peuples ; c'est leur raison d'être et le commencement de la vie. La souveraineté alimentaire commence à travers les semences. Par une défense non seulement politique, mais aussi par la défense de l'utilisation commune et publique de notre biodiversité. Pour cela la lutte contre la privatisation est fondamentale... La première chose à défendre c'est l'échange des semences issues de la biodiversité. L'échange est un acte contre la privatisation et il faut le développer.* » Paul Nicholson, Coordination Européenne Via Campesina.

La souveraineté alimentaire est un concept politique, élaboré par La Via Campesina : « La souveraineté alimentaire désigne le droit d'une population, d'une région ou d'un pays à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping de prix vis-à-vis de pays tiers ». Un certain nombre de conditions sine qua non pour que des politiques basées sur le concept de souveraineté alimentaire voient le jour sont menacées par les OGM : l'accès libre aux semences doit être garanti,

les paysans doivent pouvoir produire des aliments et les consommateurs choisir ce qu'ils veulent consommer, les prix agricoles doivent couvrir les coûts de production.

Les OGM sont « protégés » par des brevets qui enlèvent tout accès libre aux semences. Ces dernières doivent être rachetées chaque année, le paiement de royalties est imposé aux utilisateurs, elles ne peuvent n'être ni échangées entre paysans, ni multipliées. Au Canada, des paysans bio sont contraints d'abandonner des productions, car ils ne peuvent plus garantir que leurs cultures sont libres d'OGM. Cela prouve que la coexistence est impossible et que le droit de produire des aliments est bafoué.

Il est très complexe de garantir la traçabilité des filières et certains acteurs rechignent à étiqueter les produits contenant des OGM, ou cherchent, par des seuils toujours plus élevés de tolérance, d'en faire accepter la présence. Ces pratiques démontrent que le consommateur ne peut choisir ce qu'il veut consommer.

Enfin, espérer obtenir des prix agricoles qui couvrent les coûts de production - dans un système agroalimentaire qui concentre le pouvoir dans les mains de quelques gros acteurs qui maîtrisent la filière de la semence jusqu'à l'assiette - est illusoire ! Ce sont souvent les mêmes groupes ou leurs filiales qui produisent semences, produits chimiques, engrais et commercialisent ensuite la production.

En définitive, bien trop d'inconvénients : par les pratiques qui y sont liées, les OGM encouragent un modèle agricole productiviste, orienté vers une agriculture intensive, simplifiée et spécialisée qui favorise la surproduction et donc la baisse des prix agricoles, tout en réduisant la biodiversité agricole et en déposant les paysans et les consommateurs de leurs droits. |

Impressum

StopOGM Coordination romande sur le génie génétique, CCP 17-460200-1, www.stopogm.ch

Présidente : Géraldine Savary, Av. de France 21, 1004 Lausanne, Tél. 021 625 67 01;

Secrétaires : Luigi D'Andrea, l.dandrea@stopogm.ch, Tel 077 400 70 43 et Clément Tolusso, c.tolusso@stopogm.ch, Tel 079 213 41 06, CP 481, CH-1800 Vevey 1.

Mise en page : Luigi D'Andrea; Impression : Imprimerie jurassienne, Delémont